

*L'Adresse—M. Mulroney*

nous présentions une politique qu'ils peuvent appuyer. J'exhorte le chef de l'opposition, avec tout le respect que je lui dois, à parler à son excellent député parce qu'il pourrait apprendre des choses qui lui seraient utiles pour la prochaine campagne.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** J'ai bien hâte de voir mon honorable collègue durant la prochaine campagne.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** En fait, je sais que le chef de l'opposition et moi-même avons hâte de voir le chef du NPD durant la prochaine campagne parce que nous savons que le NPD ne peut pas faire mieux, c'est certain.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

Effectivement, monsieur le Président, des fonds qui pourraient servir au financement de programmes socio-culturels ou de programmes de défense ou de protection de l'environnement doivent plutôt être affectés au paiement de l'intérêt de plus en plus élevé sur la dette nationale qui, cette année, prend 31c. de chaque dollar des revenus de l'État. Ces paiements sont absolument inévitables. Ce ne sont pas des dépenses que nous pouvons malheureusement réduire. Et il y a pire encore.

Les déficits élevés contribuent à l'augmentation des taux d'intérêt. Les investissements des entreprises deviennent tous plus coûteux. Beaucoup sont donc réduits ou retardés. Il se crée moins d'emplois. La prospérité est bien sûr moins grande. Les hypothèques deviennent toutes plus coûteuses. Et il en est de même de chaque voiture familiale achetée à crédit et de tous les prêts aux étudiants. Le niveau des taux d'intérêt dépend de facteurs qui n'ont rien à voir avec la capacité de payer les emprunteurs, avec leurs plans ou leurs problèmes ou avec les effets que pourrait avoir un investissement quelconque.

Le gouvernement, monsieur le Président, n'a pas de meilleur moyen d'aider la population canadienne et d'aider l'électeur moyen québécois que de faire baisser les taux d'intérêt. Et pour y arriver, nous devons réduire le déficit.

Les Canadiens savent que la compression des dépenses n'est pas une fin en soi, mais elle est nécessaire pour maintenir notre prospérité. Je suis sûr qu'en dernière analyse les Canadiens qui partagent notre vision du Canada, qui croient au potentiel de ce pays aux ressources inégalées, qui savent que notre prospérité dépend de notre «compétitivité», qui sont conscients du fait que le financement des programmes sociaux et des activités culturelles dépend de la santé économique du Canada, je suis sûr que ces Canadiens, dis-je, appuieront, je pense,

massivement le programme du gouvernement progressiste conservateur.

**Des voix:** Bravo! Bravo!

**M. Mulroney:** Que l'élément important de notre programme est la réforme de la fiscalité, il se peut que bien des gens ne sachent même pas qu'il existe une taxe de vente fédérale, mais il en existe une depuis 1923. Cette taxe est aussi pernicieuse et nuisible qu'elle est invisible. C'est une taxe profondément discriminatoire, discriminatoire envers les consommateurs et envers les producteurs canadiens. Graduellement, elle a réduit la capacité de nos entreprises de rivaliser avec les firmes étrangères et elle a aussi des effets injustes directs sur les consommateurs.

La réforme de la taxe de vente sera réalisée de façon efficace dans le but d'accroître nos exportations, de stimuler l'investissement et de créer une source équitable de revenu pour garantir les services gouvernementaux essentiels qui nous définissent en tant que nation. En bâtissant une économie compétitive, nous allons maintenir notre prospérité, nous allons protéger nos emplois, nous allons maintenir nos programmes sociaux et nous nous donnerons les moyens de financer nos activités culturelles et scientifiques et nous nous assurerons une place à la grande table où se gèrent les grandes questions internationales.

[Traduction]

Nous atteindrons cet objectif, monsieur le Président, en faisant ce à quoi les Canadiens excellent, c'est-à-dire exporter dans le monde entier. L'an dernier, par exemple, nous avons exporté 34 p. 100 de tout ce que nous avons produit. De tous les grands pays industrialisés, seule l'Allemagne de l'Ouest a une économie légèrement plus axée sur l'exportation. Par sa population, le Canada vient au 31<sup>e</sup> rang des pays du monde, mais par son commerce, il se classe au 7<sup>e</sup> rang. D'après le GATT, le Canada génère 4 p. 100 du commerce mondial, ce qui est un chiffre remarquable pour un pays comme le nôtre. Tout en renforçant notre relation commerciale la plus importante et la plus profitable par la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, nous allons élargir nos horizons en travaillant au succès de l'Uruguay Round dont les négociations se déroulent sous les auspices du GATT et en exploitant de nouveaux débouchés chez nos amis d'Europe et de la région Asie-Pacifique. Ce que nous voulons, c'est que les règles du commerce soient justes et que les obstacles tombent.

Nos producteurs agricoles peuvent faire concurrence à n'importe qui dans le monde, pourvu que le jeu se joue en toute loyauté. Mais sur l'échiquier du commerce agricole international, ils ne peuvent tenir tête à la concurrence européenne et américaine lorsque des subventions viennent perturber le cours normal des échanges au mépris des règles du marché et déséquilibrer sérieusement les budgets nationaux. Il en va de même pour nos pêcheurs :